

## CONSEIL MUNICIPAL 24 JUIN 2015

### FINANCES

### COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2014 BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

#### NOTICE EXPLICATIVE (Rapporteur : Laurence MONSELLIER)

Le compte administratif de l'exercice 2014 se présente comme suit :

#### I - SECTION DE FONCTIONNEMENT

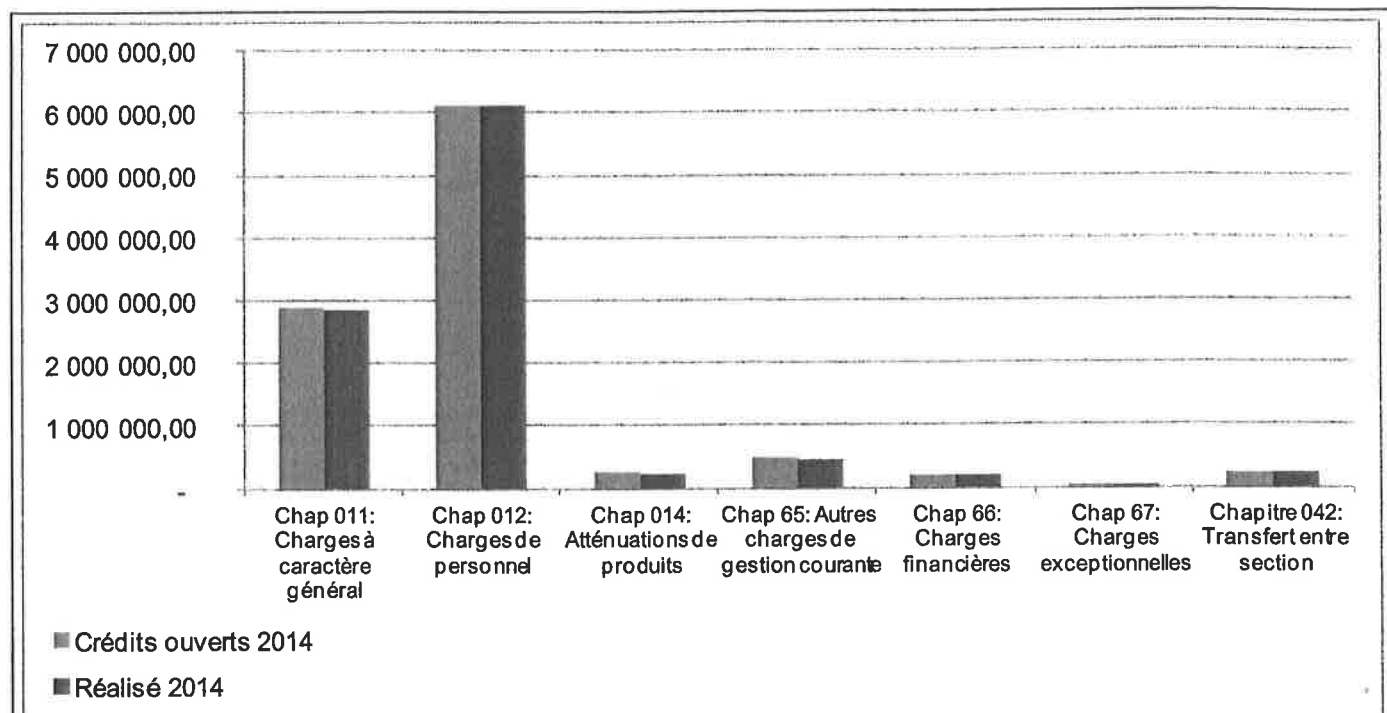
##### A) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

La réalisation des dépenses de fonctionnement sur le budget 2014 se décomposent comme suit :

	Crédits ouverts 2014	Réalisé 2014	% de réalisation 2014	Ecart en €	Crédits ouverts 2013	Réalisé 2013	% de réalisation 2013
Chap 011: Charges à caractère général	2 877 931,46	2 863 681,27	99,50% -	14 250,19	2 755 572,00	2 692 150,83	97,70%
Chap 012: Charges de personnel	6 128 680,00	6 128 555,11	100,00% -	124,89	6 068 000,00	5 866 774,61	96,68%
Chap 014: Atténuations de produits	263 640,65	220 445,65	83,62% -	43 195,00	133 054,00	132 706,61	99,74%
Chap 65: Autres charges de gestion courante	472 947,00	453 897,18	95,97% -	19 049,82	502 905,00	456 994,22	90,87%
<b>Total dépenses de gestion courante</b>	<b>9 743 199,11</b>	<b>9 666 579,21</b>	<b>99,21% -</b>	<b>76 619,90</b>	<b>9 459 531,00</b>	<b>9 148 626,27</b>	<b>96,71%</b>
Chap 66: Charges financières	190 400,00	188 127,19	98,81% -	2 272,81	207 100,00	91 988,86	44,42%
Chap 67: Charges exceptionnelles	7 589,00	4 117,23	54,25% -	3 471,77	22 400,00	8 099,49	36,16%
Chap 022: Dépenses imprévues	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>9 941 188,11</b>	<b>9 858 823,63</b>	<b>99,17% -</b>	<b>82 364,48</b>	<b>9 689 031,00</b>	<b>9 248 714,62</b>	<b>95,46%</b>
Chapitre 023: Virement de section à section	1 443 349,98	-	0,00% -	1 443 349,98	1 586 396,72	-	0,00%
Chapitre 042: Transfert entre section	228 084,69	223 592,38	98,03% -	4 492,31	231 400,00	227 295,69	98,23%
<b>Total dépenses d'ordre de fonctionnement</b>	<b>1 671 434,67</b>	<b>223 592,38</b>	<b>13,38% -</b>	<b>1 447 842,29</b>	<b>1 817 796,72</b>	<b>227 295,69</b>	<b>12,50%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>11 612 622,78</b>	<b>10 082 416,01</b>	<b>86,82% -</b>	<b>1 530 206,77</b>	<b>11 506 827,72</b>	<b>9 476 010,31</b>	<b>-17,65%</b>

La réalisation des dépenses réelles de la section de fonctionnement se traduit par un montant de 9 858 823,63 € contre 9 941 188,11 € initialement inscrit en crédits ouverts. L'écart entre la réalisation et les crédits ouverts s'élève à 82 364,48 € soit un taux de réalisation de 99,17%.

## Comparaison des dépenses réelles de fonctionnement BP 2014/CA 2014



### Les charges à caractère général (011) :

#### • Comparaison BP 2014 et CA 2014 :

Concernant le Chapitre 011, 2 877 931,46 € étaient inscrits en crédits ouverts en 2014. On constate que 2 863 681,27 € ont été consommés, soit un pourcentage de réalisation proche des prévisions à hauteur de 99,5% contre 97,70% en 2013.

#### • Comparaison CA 2013 et CA 2014 :

En 2014, les charges à caractère général atteignent 2 863 681,27 € contre 2 692 150,83 € en 2013. La dépense réalisée est supérieure à celles de 2013.

### Les charges de personnel (012) :

#### • Comparaison BP 2014 et CA 2014 :

Concernant le Chapitre 012, le montant réalisé s'établit à 6 128 555,11 € contre 6 130 680 € prévus, soit un pourcentage de réalisation à hauteur de 99,9% contre 96,68% en 2013.

#### • Comparaison CA 2013 et CA 2014 :

La réalisation des dépenses de personnel a progressé entre 2013 et 2014. Elles passent de 5 866 774,61 € à 6 128 555,11 € soit une augmentation dans la réalisation de ces dépenses de personnel de 3,3 points.

Cette progression s'explique principalement par :

- Le recours au service remplacement du centre de gestion de Versailles ou au recrutement de contractuels pour palier aux absences d'agents (congés maternité et congés longue maladie et congés ordinaires,)
- Le paiement par la commune de la validation de service de 3 agents contractuels.
- La mise en place de la réforme des rythmes scolaires qui a nécessité l'emploi de 8 animateurs.

## Les atténuations de produits (014) :

Ce chapitre comprend l'attribution de compensation (AC) reversée à la CAPS, la contribution au titre du fond national de péréquation (ou FPIC), ainsi que l'amende pour insuffisance de logement sociaux (loi SRU).

### • Comparaison BP 2014 et CA 2014 :

Concernant le Chapitre 014, le montant réalisé s'établit à 220 445,65 € contre les 263 640,65 € prévus, soit un pourcentage de réalisation à hauteur de 83,6 %.

### • Comparaison CA 2013 et CA 2014 :

En 2014, les atténuations de produits atteignent 220 445,65 € contre 132 706,61 € en 2013, soit une hausse de 87 740 € (ou + 66 %).

Cette augmentation s'explique :

- d'une part, par la très forte augmentation de la participation au fond de péréquation des ressources intercommunales (FPIC) de 77 914 € en 2013 à 104 949 € en 2014,
- d'autre part, par l'amende payée, au titre de la loi SRU de 128 328,65 € contre 54 792,61 € en 2013.

## Les autres charges de gestion courante (65) :

### • Comparaison BP 2014 et CA 2014 :

Il s'agit notamment des subventions, des indemnités des élus et de formations des élus. Le montant réalisé s'établit à 453 882,18 € contre 472 947 € budgété, soit une réalisation de 95,96 %.

### • Comparaison CA 2013 et CA 2014 :

Le montant réalisé en 2014 s'établit à 453 882,18 € contre 456 994,22 € en 2013, soit une diminution de 0,68 %.

## Les charges financières (66) :

### • Comparaison BP 2014 et CA 2014 :

Les charges financières réalisées, à hauteur de 188 734,20 € ont été moins élevées que budgétées 190 400 €, soit 98,8 % de réalisation.

A noter aucune réalisation sur les ICNE et ce en raison d'un travail effectué avec la trésorerie sur la régularisation comptable de cette ligne.

### • Comparaison CA 2013 et CA 2014 :

En 2014, les charges financières sont égales à 188 734,20 € contre 91 988,86 € en 2013. Cette augmentation est due au remboursement d'intérêts du nouvel emprunt contracté fin 2013.

mais il manque l'état des dettes

## Les charges exceptionnelles (67) :

### • Comparaison BP 2014 et CA 2014 :

Au total 4 117,23 € ont été réalisés contre les 7 589 € budgétés, soit 54,25 % de réalisation.

### • Comparaison CA 2013 et CA 2014 :

En 2014, les charges exceptionnelles s'élèvent à 4 117,23 € contre 8 099 € en 2013, soit une diminution de 49%.

En 2014, il s'agit principalement des dépenses liées aux « Bourses et prix » pour un montant de 2 349,33 €.

## Les dépenses imprévues (022) :

En 2014, comme en 2013, il n'a pas été nécessaire de recourir aux dépenses imprévues.

## Le virement de section (023) :

### • Comparaison CA 2013 et CA 2014 :

En 2014, 1 443 349 € ont été inscrits en virement de la section de fonctionnement (dépenses 023) vers la section d'investissement (recettes 021), contre 1 586 396 € en 2013, soit une baisse de 143 047 €.

Malgré cette diminution, le virement reste très important et représente 12,4% des dépenses total de fonctionnement.

## Les opérations d'ordre de transfert entre section (042):

Elles correspondent principalement aux amortissements des biens de la collectivité.

### • Comparaison BP 2014 et CA 2014 :

223 592,38 € ont été réalisés sur les 228 084,69 € budgétés. Soit un taux de réalisation de 98,03%.

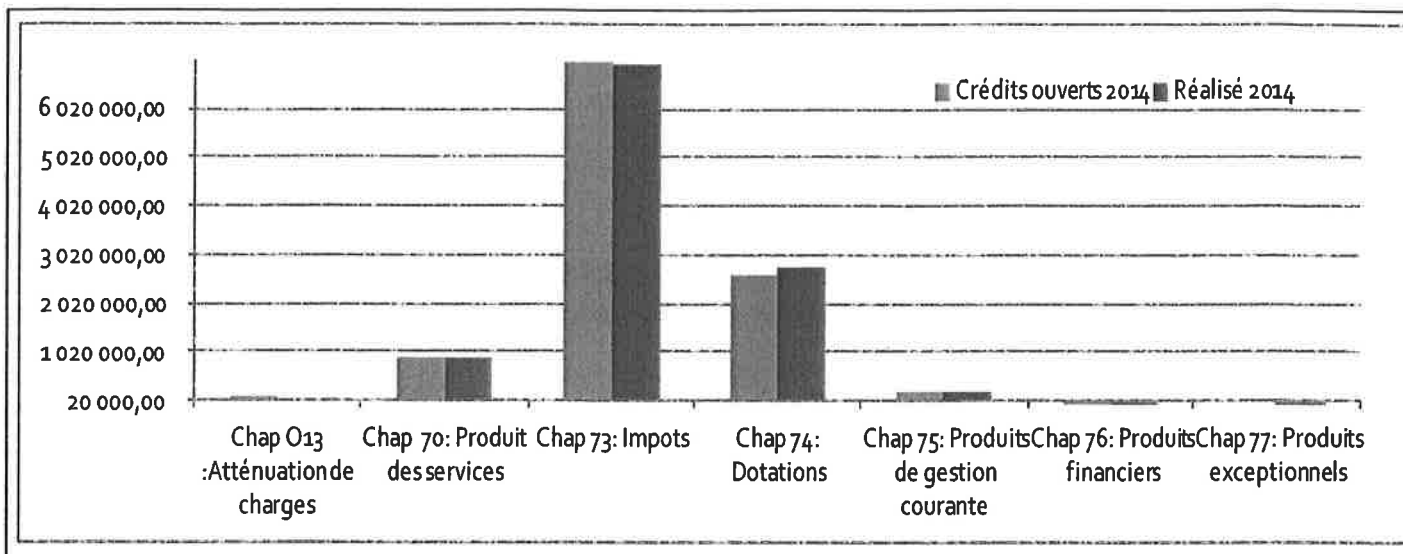
## B) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

La réalisation des recettes de fonctionnement sur le budget 2014 se décomposent comme suit :

	Titres ouverts 2014	Réalisé 2014	% réalisation 2014	Ecart	Titres 2013	Réalisé 2013	% de réalisation 2013	Ecart
Chap 013 :Atténuation de charges	83 000,00	68 908,26	83,02% -	14 091,74	86 000,00	89 187,99	103,71%	3 187,99
Chap 70: Produit des services	880 554,55	905 145,96	102,79%	24 591,41	858 000,00	890 328,17	103,77%	32 328,17
Chap 73: Impôts	6 964 989,22	6 939 304,62	99,63% -	25 684,60	6 864 880,18	6 959 591,48	101,38%	94 711,30
Chap 74: Dotations	2 584 269,00	2 783 929,99	107,73%	199 660,99	2 681 661,00	2 739 063,24	102,14%	57 402,24
Chap 75: Produits de gestion courante	198 300,00	196 643,96	99,16% -	1 656,04	202 300,00	204 890,97	101,28%	2 590,97
Chap 76: Produits financiers	300,00	39,01	13,00% -	260,99	300,00	461,25	153,75%	161,25
Chap 77: Produits exceptionnels	33 020,00	15 763,45	47,74% -	17 256,55	30 020,00	37 507,73	124,94%	7 487,73
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>10 744 432,77</b>	<b>10 909 735,25</b>	<b>101,538%</b>	<b>165 302,48</b>	<b>10 723 161,18</b>	<b>10 921 030,83</b>	<b>101,845%</b>	<b>197 869,65</b>

Les recettes de fonctionnement (10 909 735,25 €) sont supérieures aux montants budgétés (10 744 432,77 €) de 1,5%, soit 165 302 € supplémentaires.

#### Comparaison recettes de fonctionnement BP 2014/ CA 2014



#### Les atténuations de charges (013) :

##### • Comparaison BP 2014 et CA 2014 :

Les recettes au chapitre « Atténuation de charges » ont été moins importantes que prévu. Le montant perçu s'élève à 68 908,26 € contre 83 000 € initialement budgété.

Ce chapitre est par nature difficile à évaluer. En effet, il s'agit des remboursements de la sécurité sociale suite à des maladies ou accidents de travail, il comporte donc une part d'aléa.

##### • Comparaison CA 2013 et CA 2014 :

Le montant perçu en 2014, 68 908,26 € est très inférieur à celui de 2013, 89 187,99 €. Cette diminution s'explique par un nombre moins importants d'accident de travail et arrêts maladies.

#### Les ventes des services et du domaine (70) :

##### • Comparaison BP 2014 et CA 2014 :

Le chapitre « Ventes des services et du domaine » s'établit à 905 145,96 € contre 880 554,55 € de crédits ouverts, soit + 24 591 €. Cela s'explique par une hausse de la fréquentation des structures qui s'est traduit par des recettes supplémentaires.

##### • Comparaison CA 2013 et CA 2014 :

Les recettes du chapitre « Ventes des services et du domaine » s'élèvent à 905 145,96 € contre 900 469,84 € en 2013, soit +1,66 % (+4 676,12 €).

## **Les impôts et taxes (73) :**

### **• Comparaison BP 2014 et CA 2014 :**

Les recettes du chapitre « Impôts et taxes » ont été moins importantes que le montant budgété de 25 684 €.

Cette diminution s'explique principalement par la Taxe additionnelle aux droits de mutation. Cette taxe est payée lors de cession de maison ou appartement. Elle est perçue obligatoirement et automatiquement à un taux uniforme de 1,20% dans toutes les communes, sans que les conseils municipaux aient à prendre de décision pour l'instituer. Elle est liée à la conjoncture du marché immobilier.

### **• Comparaison CA 2013 et CA 2014 :**

Les recettes du chapitre « Impôts et taxes » se sont établies à 6 939 304,62 € contre 6 959 591,48 € en 2013 soit - 0,29% (- 20 287€). Cette diminution est due à la baisse des Taxes additionnelles aux droits de mutation.

## **Les dotations et participations (74) :**

### **• Comparaison BP 2014 et CA 2014 :**

Le chapitre « Dotations et participations », possède un surplus de + 199 660 €. Les recettes se sont établies à 2 783 929 € contre 2 584 269 € prévus au budget 2014.

Le surplus provient majoritairement de la dotation nationale de péréquation pour laquelle la commune a perçu un montant sur l'année 2014, alors même qu'en 2013 la commune n'était pas éligible (+ 65 301 €).

A cela s'ajoute les participations des autres organismes (+107 246 €): les aides de la Caisse d'allocation familiale (CAF) pour la petite enfance et l'enfance.

L'évaluation de cette recette reste compliquée car elle est en partie liée à l'activité des services et à la participation des familles.

### **• Comparaison CA 2013 et CA 2014 :**

Les recettes du chapitre « Dotations et participations » se sont établies à 2 783 929 € contre 2 739 063,24 € en 2013, soit une augmentation de +1,63% (+ 44 866 €).

Cette augmentation entre 2013 et 2014, est due à l'augmentation de la participation des autres organismes. En 2014, le montant perçu par les autres organismes s'élève à 584 161 € contre 433 758 € en 2013.

## **Les autres produits de gestion courante (75) :**

### **• Comparaison BP 2014 et CA 2014 :**

Le chapitre « Autres produits de gestion courante » a une réalisation de 196 643,96 € qui est inférieure au montant budgété 198 300 € (1 656,04 €) et ce en raison d'un produit des fermiers et concessionnaires moins importants que prévus.

• Comparaison CA 2013 et CA 2014 :

Les recettes de ce chapitre s'établissent à 196 643,96 € contre 204 890,97 € en 2013 soit - 4% (8 247 €). Cette diminution trouve son origine dans les redevances versées par les fermiers et concessionnaires pour occupation du domaine public.

**Les produits exceptionnels (77) :**

• Comparaison BP 2014 et CA 2014 :

Les recettes du chapitre « Produits exceptionnels », ont été moins importantes que prévu. Elles s'élèvent à 15 763,45 € contre 33 020 € prévu au budget.

• Comparaison CA 2013 et CA 2014 :

En 2013, le montant des produits exceptionnels s'élevait à 37 505,73 € soit + 25 932 €. Cette diminution s'explique par un moindre remboursement des sinistres sur la ville.

**C) LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT**

Ainsi, en comparant la réalisation des dépenses (DRF) et des recettes (RRF) réelles de fonctionnement de Bures-sur-Yvette, on s'aperçoit que 99,97 % des dépenses inscrites au budget ont été consommées et que 101,5% des recettes inscrites ont été perçues. Cette situation permet d'avoir une capacité d'autofinancement.

La capacité d'autofinancement (CAF) représente l'excédent résultant du fonctionnement. Elle est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement (hors produits de cession d'immobilisation) et les charges réelles.

L'excédent dégagé en fonctionnement (Capacité d'Autofinancement) doit permettre de payer les remboursements de dettes. Le surplus (CAF - remboursements de dettes) s'ajoute aux recettes d'investissement (dotations, subventions ; plus-values de cession) pour financer les dépenses d'équipement. Ce montant représente le financement disponible de la commune.

La capacité d'autofinancement de la commune de Bures-sur-Yvette diminue en 2014 mais reste élevée. Elle passe de 1 673 316,21 € en 2013 à 1 050 000 € en 2014.

CAPACITE D AUTOFINANCEMENT	
RDF	10 909 735,25 €
DRF	9 858 823,63 €
CAF	1 050 911,62 €

## D) LE RESULTAT

SOIT un résultat sur la section de fonctionnement de :

A) RECETTES DE FONCTIONNEMENT titres de l'exercice 2014	10 909 735,25
B) DEPENSES DE FONCTIONNEMENT mandats exercice 2014 (DRF + aménagements)	10 082 416,01
C) RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2014 = (A-B)	827 319,24
D) EXCEDENT cumulé précédent	868 190,00 €
<b>RESULTAT CUMULE EN FONCTIONNEMENT = (C+D)</b>	<b>1 695 509,24 €</b>

## II - SECTION D'INVESTISSEMENT

### E) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Se décomposent comme suit :

Chapitre	BP 2014	Crédits ouverts (BP + DM+RAR N-1)	Réalisé 2014	% réalisation CA 2014/BP 2014	Ecart
Total 20 - Immobilisations incorporelles	148 633,20	179 261,28	84 381,16	56,77%	- 64 252,04
Total 21 - Immobilisations corporelles	777 744,84	893 229,81	726 691,78	93,44%	- 51 053,06
Total 23 - Immobilisations en cours	2 016 800,00	2 741 863,76	957 437,76	47,47%	- 1 059 362,24
<b>TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>2 943 178,04</b>	<b>3 814 354,85</b>	<b>1 768 510,70</b>	<b>87,689%</b>	<b>- 1 174 667,34</b>
Total 16 - Emprunts et dettes assimilées	750 000,00	750 000,00	743 252,00	99,10%	- 6 748,00
<b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b>	<b>3 693 178,04</b>	<b>4 564 354,85</b>	<b>2 511 762,70</b>	<b>68,011%</b>	<b>- 1 181 415,34</b>

La réalisation des dépenses réelles de la section d'investissement se traduit par un montant de 2 511 763,40 € contre 3 693 178,04 € initialement inscrit au BP 2014. L'écart entre la réalisation et la prévision s'élève à 1 181 415 €. Le pourcentage de réalisation est donc de 68 %.

Les dépenses d'investissement sont légèrement supérieures à celles réalisées en 2013 qui s'élevaient à 2 353 096,85 €.

#### Immobilisation incorporelles (études, licences):

Ce chapitre a eu une réalisation de 56,77%, 84 381 € ont été consommés sur les 148 633€ budgétés.

Les principales dépenses ont été :

- Etude circulation pour le centre ville 14 526 €
- Etude centre ville élargie 8 160 €
- Virtualisation des serveurs 16 260€

En 2013, 200 180 € avait été réalisé.

En fait il s'agit de l'exemple  
1700 000 Innovation + remboursement emprunt.



### Immobilisation corporelles (travaux de courte durée):

Ce chapitre a eu une réalisation de 93,44 %, 957 437 € ont été consommés sur les 2 016 800 € budgétés.

Les principales dépenses ont été :

- Acquisition terrains ENS 270 000 €
- Travaux bâtiments 201 000 €
- Entretien des bois 45 000 €
- Signalisation voirie 40 000 €
- Tableau numérique 21 000 €

### Immobilisation en cours (travaux de longue durée):

Ce chapitre a eu une réalisation de 47,47%, 726 691 € ont été consommés sur les 777 744 € budgétés.

- **Les travaux de voirie 656 418 €:**
  - o Route de Chartres
  - o Route Beauséjour
  - o Avenue du Square
  - o Avenue de Guyenne
- **La réalisation de bâtiment 199 400 €:**
  - o Léopold Gardey (plancher, réhabilitation...)
  - o Réparation toiture
  - o CTM
- **Les travaux d'éclairage public 48 424 €:**
  - o Rénovation éclairage public

L'écart entre le budget 2014 et le CA 2014 du chapitre 23 « immobilisation en cours » (59,50% de réalisation en 2013) s'explique par :

- Le décalage des travaux sur la grande maison et Léopold Gardey
- Le décalage des travaux route de Chartres

## F) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Le montant des recettes d'investissement s'élève à 1 594 567,11 € contre 2 391 136,50 € en 2013.

Les recettes d'investissement se décomposent comme suit :

Chapitre	BP 2014	Crédits ouverts (BP + DM+RAR N-1)	Réalisé 2014	% réalisation CA 2014/BP 2014	Ecart
Chap 10 - Dotations Fonds divers et rése	430 000,00	430 000,00	195 106,90	45,37%	- 234 893,10
Chap 1068 - Excédent de fonct. capitalisé	1 376 497,05	1 376 497,05	1 376 497,05	100,00%	-
Chap 13 - Subventions d' Investissement	140 143,26	125 180,10	22 963,16	16,39%	- 117 180,10
Chap 16 - Emprunts et dettes assimilées	1 466 563,27	1 466 563,27	-	0,00%	- 1 466 563,27
<b>Total général</b>	<b>3 413 203,58</b>	<b>3 398 240,42</b>	<b>1 594 567,11</b>	<b>46,718%</b>	<b>- 1 818 636,47</b>

## Le chapitre Dotations, fonds divers et réserves (10) :

Les recettes des « Dotations, fonds divers et réserves » sont inférieures à celles prévues : 1 571 603 € contre 1 806 497 €, soit une réalisation de 86%.

Ce chapitre comprend :

- l'excédent de fonctionnement capitalisé : 1 376 497,05 €
- et la taxe locale d'équipement 195 106,90 €.

Le montant perçu au titre de la taxe locale d'équipement est difficilement prévisible, car cette recette est fortement impactée par les travaux d'aménagement réalisés deux ans auparavant. Ainsi, 68 433,71 € sont perçus en 2013 au titre de cette taxe.

## Le chapitre subventions d'investissement (13) :

Comme les années précédentes les subventions versées sont fortement liées à la finalisation des opérations d'investissement, qui conditionne la perception de la subvention. Ainsi, sur les 140 143,26 € prévus, 22 963,16 € ont été perçus au titre :

- Subvention Chaufferie GUYONNERIE
- Subvention Tableaux Numériques

## Le chapitre emprunts (16) :

Un emprunt d'équilibre à hauteur de 1 466 563,27 € a été prévu au budget primitif 2014. Aucune réalisation sur le budget 2014. Un rattachement de 920 000 € sur le budget 2015 a été réalisé.

## Le chapitre opération d'ordre entre section (040) :

Le montant de l'« Opération d'ordre entre section » s'établit à 223 592,38 € contre 228 084,69 € initialement prévu au budget 2015.

## G) LE RESULTAT

Le montant des recettes d'investissement s'établit à 1 818 159,49 €.

Déduction faite des dépenses d'investissement, pour mémoire 2 511 763,40 € €, le résultat d'investissement de l'exercice est déficitaire à hauteur de 693 603,91 €.

Enfin, avec la reprise du résultat d'investissement de 2013 qui s'établissait à - 520 283,40 €, le résultat d'investissement cumulé en fin d'exercice s'établit à - 1 213 887,31 €.

SOIT un résultat sur la section d'investissement de :

A) RECETTES D'INVESTISSEMENT titres de l'exercice 2014	1 818 159,49
B) DEPENSES D'INVESTISSEMENT mandats exercice 2014	2 511 763,40
C) RESULTAT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE 2013 = (A-B)	-693 603,91 €
D) EXCEDENT ou DEFICIT précédent	- 520 283,40
E) RESULTAT CUMULE EN INVESTISSEMENT = (C+D)	- 1 213 887,31

A ce résultat s'ajoute les restes à réaliser.

### III - SECTION D'INVESTISSEMENT RESTES A REALISER

En recette, le montant des restes à réaliser s'élève à 920 000 € au chapitre 16

En dépense, le montant des restes à réaliser s'élève à 813 976,46 € contre - 856 213,65 € en 2013

Chapitre 20 Immobilisation incorporelles (études, concessions)	19 680,48 €
Chapitre 21 Immobilisations corporelles (travaux)	24 715,45 €
Chapitre 23 Immobilisations en cours (travaux en cours)	769 580,53 €
<b>TOTAL DES RESTES A REALISER</b>	<b>813 976,46 €</b>

Soit un total de Reste à Réaliser de :

- Recettes 920 000 €
  - Dépenses 813 976,46 €
- TOTAL = 106 023,54 €**

Il se dégage des restes à réaliser un besoin de financement de :

- Résultat cumulé en investissement - 1 213 887,31 €
  - Total de restes à réaliser 106 023,54 €
- TOTAL Besoin de financement -1 107 863,77 €**

### IV - RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE

Se décomposant comme suit :

Résultat de fonctionnement cumulé en fin d'exercice	1 695 509,24 €
Résultat d'investissement cumulé en fin d'exercice	-1 213 887,31
Résultat des restes a realiser	106 023,54 €
<b>RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (avec les restes à réaliser)</b>	<b>587 645,47 €</b>

Compte tenu des éléments présentés, le résultat de fonctionnement s'établit à hauteur de 1 695 509,24 €, le résultat d'investissement s'établit à - 1 213 887,31 €, enfin le résultat des restes à réaliser est évalué à 106 023,54 €.

Au total, le résultat global de clôture s'établit à + 587 645,47 € contre + 868 190,01€ en 2013.

Enfin, après vérification, le compte administratif du budget principal est conforme au compte de gestion du comptable public.